Nations Unies E/CN.6/2013/NGO/176

Conseil économique et social

Distr. générale
11 décembre 2012
Français
Original : espagnol

Commission de la condition de la femme
Cinquante-septième session
4-15 mars 2013
Suite à donner à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle » : réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par Misión Mujer, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

12-63824X (F)

Merci de recycler

Déclaration

Importance de la mise en œuvre de programmes de prévention pour les adolescents en tant que mécanismes d'éradication de la violence : le cas de Ciudad Juárez.

D'après un rapport de 2010 de l'Organisation des Nations Unies, le monde est peuplé de 3 418 059 000 femmes, dont 583 911 000 adolescentes âgées de 10 à 19 ans. Le Mexique compte 57 481 307 de femmes, parmi lesquelles 10 585 059 sont âgées de 15 à 24 ans selon l'Institut national de statistique et de géographie.

Les données ci-dessus nous font prendre conscience du grand nombre de femmes qui peuplent la planète. Malheureusement, la violence à leur égard reste une réalité dans tous les pays du monde; elle constitue une violation généralisée des droits fondamentaux et demeure l'un des principaux obstacles à l'équité de traitement des deux sexes. La violence à l'égard des femmes est à ce point généralisée qu'elle affecte le quotidien. Elle prend de multiples formes de discrimination et d'exclusion, qui sont organisées au niveau de la société au travers de relations de domination et de subordination : la culture, les inégalités économiques, la langue, l'inégalité de la division sociale du travail, etc. Parmi les nombreuses autres formes, on pourrait citer en particulier la violence psychologique, dont les effets détermineront l'acceptation sociale et la reproduction de ce type de comportement, sans même que les femmes se sentent agressées.

La violence empêche les femmes de contribuer au développement et inversement puisqu'elle limite leurs possibilités et leur capacité à agir. Les répercussions de celle-ci sur la croissance économique et la diminution de la pauvreté devraient être l'une des principales préoccupations des gouvernements. Par ailleurs, la violence à l'égard des femmes sape et limite la possibilité de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Contexte actuel au Mexique

- En 2006, le nombre de femmes âgées de 15 ans et plus et ayant subi au moins un acte de violence au cours de leur vie, de la part de leur mari ou conjoint, de leur ex-mari, d'une personne de la famille, à l'école, sur le lieu de travail ou dans des espaces publics ou communautaires, était estimé à quelque 24 millions, soit 67 %.
- Quatre femmes sur dix qui ont été ou sont en couple ont été agressées par leur conjoint à un moment donné de leur vie maritale.
- La violence est présente en deuxième lieu dans les espaces communautaires ou publics; elle est l'œuvre d'inconnus et il s'agit fondamentalement d'agressions et d'abus sexuels ainsi que d'actes de dépouillement matériel et économique.
- Trois femmes actives sur dix en 2005 ont été confrontées à des actes de violence sur leur lieu de travail, essentiellement une discrimination en matière d'emploi.
- Cinq millions de femmes ont rapporté des faits de violence de la part d'un directeur, du personnel enseignant, d'employés ou de partenaires au cours de leur vie estudiantine.

- Cinq millions et demi de femmes ont été agressées au cours des douze derniers mois par un membre de leur famille qui n'est ni l'époux ou le conjoint.

Le cas de Juárez

À la fin du XX^{e} siècle et au début du XXI^{e} siècle, Ciudad Juárez (Chihuahua) est le prototype d'une région qui commence à développer une conscience en faveur de la liberté, de la dignité et du respect de la vie des filles et des femmes. Ce mouvement apparaît après une expérience douloureuse et triste, à savoir les meurtres de femmes rendus publics à l'échelle nationale et internationale depuis 1993.

Le terme « féminicide » s'est ajouté à la thématique des droits fondamentaux, politiques et sociaux des victimes et de leurs proches. Cette notion féministe a permis de distinguer la victime de l'assassin; elle a donné davantage de visibilité à la question de la problématique hommes-femmes et de la violence dans le cadre de la transformation de Ciudad Juárez.

La violence sexiste contre les filles et les femmes de Ciudad Juárez non seulement a révélé la réalité extrêmement dramatique à laquelle est en proie la population féminine (féminicide), mais a fait ressortir par ailleurs d'autres formes de maltraitance que subissent les femmes du simple fait de leur sexe. C'est le cas de la violence exercée par leur conjoint et des abus qu'elles subissent dans les sphères publique et privée, à la fois par une domination physique mais aussi selon leurs appartenances. Cette affaire a également permis de débattre publiquement de la question des migrantes mexicaines qui, alors qu'elles tentent d'entrer aux États-Unis d'Amérique, meurent ou sont assassinées. En outre, elle a mis en lumière l'insécurité dans laquelle vit la population frontalière et à propos de laquelle il n'y avait pas assez de données pour faciliter sa prévention et son éradication.

En ce qui concerne la ville, l'apparition de l'industrie maquiladora ne fait qu'accroître la vulnérabilité des femmes, sans compter qu'elle sépare les familles sans apporter le moindre soutien pour leur bien-être (les enfants sont livrés à eux-mêmes). Les infrastructures urbaines peu développées, le fait que la ville est un pôle d'attraction pour les migrants des deux sexes et le manque de sécurité pour les femmes pauvres, sans oublier l'insensibilité et l'apathie des populations à la frontière, ne font que compliquer davantage la situation.

Compte tenu de ce qui précède, il convient de souligner que la société civile constitue un allié fondamental dans la lutte contre ce phénomène pluridimensionnel à l'égard des femmes. En conséquence, il faut reconnaître et renforcer de toute urgence les processus et initiatives qui ont vu le jour sur ce thème grâce aux organisations de femmes, au milieu universitaire, au secteur privé ou aux mouvements et expressions sociales et communautaires. Il est indispensable de jeter des ponts et de nouer un dialogue entre les institutions et les processus sociaux et le renforcement communautaire et organisationnel afin de convenir de stratégies communes permettant de faire progresser l'objectif historique et l'impératif éthique qu'est la lutte contre les violences à l'égard des femmes.

L'urgence est à des structures politiques publiques de prévention de la violence sexiste pour les jeunes – laquelle touche tant les hommes que les femmes–, où les hommes trouvent eux aussi une oreille attentive s'agissant des problématiques propres à leur sexe. La prévention sociale entend anticiper et modifier les

dynamiques sociales, urbaines, économiques et culturelles à l'origine de problèmes de violence sexiste et de processus de désintégration sociale, dans le but de diminuer le risque de telles violences.

Nous avons présenté un exemple clair et précis de modèle de prévention qui a indéniablement permis de faire baisser la violence à Guadalajara, León, Cancún et Ciudad Juárez, et c'est ce que nous recommandons. Misión Mujer, une organisation travaillant depuis 13 ans au Mexique avec les adolescents et les jeunes, est parvenue à insuffler un changement culturel grâce à la prévention de problèmes psychosociaux, et ce, avec l'aide du programme Axios. Il est possible de prévenir les risques psychosociaux en encourageant les prises de décision en connaissance de cause et un sentiment d'identification positive entre les groupes vulnérables. Notre organisation a pour principal objectif de produire un changement culturel grâce à l'éducation préventive des adolescents et des jeunes en leur donnant les moyens d'améliorer l'estime et la conscience de soi et de renforcer la communication familiale ainsi qu'en les aidant à définir un projet de vie. Ce faisant, des problèmes tels que les addictions, la violence, une mauvaise estime de soi, les troubles alimentaires, une maternité précoce ou le décrochage scolaire chez les adolescents peuvent être évités.

Compte tenu du bref exposé de ce cas, un modèle dont l'efficacité a été prouvée au fil des ans, notre organisation propose ce qui suit :

a) Reconnaître et accorder une attention particulière aux droits fondamentaux des adolescents violentés : éducation, emploi, santé, participation et non-discrimination. À défaut, on ouvre la voie à un terrain propice à des situations de violence, tant à l'égard des femmes que dans la société en général;

b) Redonner aux programmes et services publics dont l'absence est génératrice de violence un cadre physique, des relations sociales et un accès égalitaire. Il peut s'agir de structures matérielles (terrains de sport ou places publiques où se réunissent les groupes de jeunes), sociales (tournois ou activités culturelles) ou d'un sentiment d'appartenance positive (adhésion à des clubs de jeunes, groupes religieux, organisations œuvrant en faveur de l'égalité entre les sexes, etc.);

c) Promouvoir une culture de la paix, une formation à des aptitudes et compétences citoyennes pour la prévention des risques psychosociaux de manière participative, assistance aux personnes victimes de violences et règlement non violent des conflits;

d) Faire des jeunes des acteurs stratégiques du développement et, partant, veiller à la coordination des divers domaines, des niveaux de gouvernement, des organisations de jeunes, des milieux universitaires, du secteur privé et des protagonistes de la politique globale de prévention qui doit être mise en œuvre;

e) Axer la politique publique sur des actions visant à répondre aux besoins spécifiques des hommes et des femmes, en reconnaissant les inégalités entre les sexes.